



LOI «IMMIGRATION» DU 26 JANVIER 2024

- La loi pour contrôler l'immigration promulguée le 26 janvier 2024 est l'une des plus répressives de ces 40 dernières années.
- Malgré la censure de nombreuses mesures imposées par les sénateurs, la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 reste pour une large part une loi de police administrative, **dans laquelle la protection de l'ordre public tient lieu de fil conducteur.**

Sur le fond, les dispositions de la loi, réparties dans huit titres sans grande cohérence, s'articulent autour de six axes :

- l'intégration,
- l'accès au séjour,
- le travail,
- l'asile,
- l'éloignement
- la réforme du contentieux.

Si on peut relever quelques avancées, qu'il convient le plus souvent de relativiser:

- admission exceptionnelle au séjour pour les étrangers exerçant dans les métiers en « tension »,
- la fin de la rétention des enfants
- L'accès au séjour pour les étrangers victimes des marchands de sommeil

La loi contient surtout des mesures restrictives.

Ainsi, la condition d'intégration devient un important moyen de contrôle de l'étranger qui doit, en plus de son contrat d'intégration républicaine, signer un « contrat d'engagement au respect des principes de la République » sous peine de ne pas ou plus accéder au séjour.

Un niveau de français réhaussé, devient la condition pour l'accès aux titres de séjour les plus longs.

Les cas de refus de délivrance ou de renouvellement et de retrait sont élargis, notamment en cas de menace pour l'ordre public, dont la notion est toujours plus largement entendue.

Et pour les étrangers qui ne donnent pas les gages de leur intégration ou présentent une menace à l'ordre public, les moyens de l'administration sont étendus à travers:

- le renforcement des mesures de surveillance,
- la réduction des protections,
- ou la refonte du dispositif de l'interdiction du territoire français,

▪

1. La maîtrise de la langue et résultat de l'examen civique

■ Avant la loi :

- A la signature du Contrat d'Intégration Républicaine (CIR), les personnes primo-arrivantes n'ayant pas un niveau débutant en français (niveau A1) sont dans l'obligation de suivre les heures de formation linguistique prescrites par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ainsi qu'une formation civique. Concernant la langue, il s'agit de 200 à 600 heures de cours, selon le niveau de scolarisation des personnes.
- Concernant la formation civique, elle dure 24 heures et est étalée sur 4 jours. **Aujourd'hui, l'assiduité à ces formations est la seule condition à remplir pour honorer ce contrat.**
- Des diplômes de maîtrise de la langue française oral et écrit, issus de structures agréées par l'Etat, sont en revanche nécessaires pour obtenir une carte de résident (niveau intermédiaire A2) et la nationalité française (niveau indépendant B1).
- Il est à noter que pour la naturalisation, le rajout en 2020 de la maîtrise du français à l'écrit en plus de l'oral, a été une barrière infranchissable pour 30% des personnes pouvant y prétendre.

1. La maîtrise de la langue et résultat de l'examen civique

Avec la nouvelle loi:

- Désormais, pour obtenir une carte de séjour pluriannuelle, la seule présence aux cours n'est plus suffisante, un diplôme de français à l'oral et à l'écrit, de niveau intermédiaire **A2** (niveau demandé en langue vivante au collège) est nécessaire.
- L'exigence du niveau de français pour la carte de résident est elle aussi réhaussée, à l'oral et à l'écrit. C'est le niveau avancé **B1** (niveau demandé en langue vivante au lycée) qui est exigé.
- Enfin, il est nécessaire pour être naturalisé·e français·e de présenter un diplôme, à l'oral et à l'écrit, de niveau indépendant **B2** (niveau de français requis pour entrer à l'université en France).
- Pour les diplômes, alors qu'avant cette loi, les publics en difficulté avec l'apprentissage pouvaient être dispensés de l'obligation de réussite aux examens, La Défenseure des droits a alerté, qu'outre la dispense pour les personnes de plus de 65 ans pour l'obtention de la carte de résident : *« la mesure proposée par le Gouvernement ne prévoit aucune exception liée à l'âge, à l'état de santé ou au handicap »*.
- Concernant l'emploi et les formations prescrites par l'OFII : Il est désormais mentionné que l'accompagnement professionnel - autrement dit l'accompagnement par France Travail (Pôle emploi) - est conditionné à l'assiduité des personnes aux formations civiques et de français. Des absences non justifiées à ces formations auront donc un impact sur cet accompagnement vers l'emploi.
- Cette loi vise aussi à renforcer l'engagement des employeurs en matière de formation en français pour les salariés. Les employeurs peuvent proposer aux salariés non - francophones, ayant signés un C.I.R (Contrat d'Intégration Républicaine), de suivre des formations de français sur leur temps de travail. Malheureusement, les employeurs n'étant pas soumis à une obligation de formation des salariés allophones, cette disposition ne concernera que peu de personnes.
- Sur la parentalité et le « Contrat d'engagement au respect des principes de la République » : En signant ce contrat à l'OFII, il est mentionné que les personnes qui ont des enfants, s'engagent à éduquer leurs enfants à respecter les valeurs et principes de la République et qu'elles s'engagent à les accompagner vers l'acquisition de la langue française.

2. METIERS EN TENSION

■ La situation avant la loi du 26 janvier 2024

- La loi prévoyait déjà une quarantaine de catégories de droit au séjour, dont plus d'une dizaine pour un motif professionnel.
- Deux pouvaient déjà être demandées par des travailleurs ou travailleuses sans papiers (« salarié » et « travailleur temporaire »), dans le cadre de l'admission exceptionnelle au séjour (article L. 435-1 du CESEDA).
- Les conditions de régularisation par le travail, **non précisées dans la loi**, résultent de la circulaire « Valls » de novembre 2012.
- Sauf exceptions, tout métier peut fonder une demande sur le fondement de l'article L. 435-1, à condition de l'avoir exercé 8 à 30 mois (alors que la personne n'en a pas le droit) et d'être en France depuis 3 à 7 ans. La procédure est marquée par l'arbitraire de certains employeurs, qui doivent fournir de nombreux documents, et de l'administration qui décide discrétionnairement, quelle que soit la qualité du dossier.
- La procédure est ainsi appliquée inégalement selon les préfectures.
- La loi prévoyait également déjà de nombreuses catégories de régularisation au titre de la vie privée et familiale. Mais les conditions sont drastiques et souvent floues, si bien que l'administration peut assez aisément refuser la demande d'une personne dont toutes les attaches sont en France.
- À cela s'ajoutent des difficultés fortes pour accéder aux procédures, dans un contexte de dématérialisation des démarches.

2. METIERS EN TENSION

Avec la loi du 26 janvier 2024

Une carte de séjour temporaire portant la mention « travailleur temporaire » ou « salarié d'une durée d'un an » peut être délivrée, sans exigence d'un visa de long séjour, à l'étranger qui :

- a exercé une activité professionnelle salariée figurant dans la liste des métiers et zones géographiques caractérisés par des difficultés de recrutement durant au moins 12 mois, consécutifs ou non, au cours des 24 derniers mois ;
- occupe un emploi relevant de ces métiers et zones ;
- justifie d'une période de résidence ininterrompue d'au moins trois années en France
- n'a pas fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnée au bulletin n° 2 du casier judiciaire

La préfecture apprécie également l'insertion sociale et professionnelle, le respect de l'ordre public, l'intégration et l'adhésion aux modes de vie, valeurs et principes de la société française. Les personnes qui ont certaines mentions sur leur casier judiciaire (condamnation, déchéance, incapacité) ne pourront pas être régularisées à ce titre.

Cette mesure d'admission exceptionnelle au séjour laisse donc tout pouvoir discrétionnaire aux préfets.

3. Expérimentation d'une instruction « à 360° » des demandes de titre de séjour

La loi prévoit la mise en place à titre expérimental dans cinq départements et pour maximum 3 ans le système dit d'examen à « 360° »:

Ainsi, saisie d'une demande de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour qu'elle envisage de refuser, l'autorité administrative examinera tous les autres motifs susceptibles de conduire à la délivrance d'un titre de séjour.

Les départements concernés sont : le Calvados, l'Eure, la Manche, l'Orne et la Seine-Maritime.

Ainsi, dans ces cinq départements, en cas de refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour par l'administration, celle-ci devra examiner tous les motifs susceptibles de fonder la délivrance de certains autres titres de séjour.

En cas de refus de la demande d'admission au séjour, toute nouvelle demande présentée par l'étranger avant l'expiration du délai d'un an sera alors déclarée irrecevable, sauf s'il y a des nouveaux éléments.

4. LE CAS DES PERSONNES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE OBLIGATION DE QUITTER LE TERRITOIRE FRANCAIS

La nouvelle loi crée une possibilité supplémentaire de refus de titre de séjour lorsqu'une personne n'a pas satisfait à l'obligation de quitter le territoire (OQTF) qui lui a été précédemment faite dans les délais impartis.

Par ailleurs, la loi allonge la durée pendant laquelle les personnes sous OQTF peuvent être expulsées par la force, d'un an à trois ans

S'apparentant à une véritable sanction, l'extension de la possibilité de refuser les titres de séjour pour les personnes sous OQTF est d'autant plus catastrophique que les OQTF sont notifiées facilement et sont nombreuses, souvent sans égard pour les attaches personnelles et familiales des intéressés qui ne parviennent pas toujours à les contester dans les délais impartis, par incompréhension des procédures ou faute d'accéder à un avocat ou une association, et ce avant l'expiration d'un délai parfois fixé à 48h.

De plus, il est acquis dans la jurisprudence qu'une personne qui fait état d'une circonstance nouvelle dite créatrice de droits doit pouvoir déposer une nouvelle demande de titre de séjour, malgré l'existence d'une précédente OQTF.

Cette nouvelle disposition ne fera donc qu'alimenter des pratiques administratives défavorables et souvent illégales, en encourageant des refus d'enregistrement des demandes, ou des refus de délivrance de titre.

5. Refus de de délivrance, refus de renouvellement, retrait et péremption des titres de séjour

La loi élargit les cas dans lesquels la délivrance ou le renouvellement d'un titre de séjour peut être refusé. Elle élargit de la même façon les cas de retrait, notamment en cas de menace grave pour l'ordre public.

Ainsi, lorsque l'étranger se trouve dans l'une des quatre situations suivantes :

- il n'a pas satisfait à l'obligation qui lui a été faite de quitter le territoire français dans les formes et les délais prescrits par l'autorité administrative ;
- il a commis des faits qui l'exposent à l'une des condamnations tels que faux et usage de faux ou, autrement dit, « fraude documentaire » ;
- il a commis des faits qui l'exposent à l'une des condamnations pénales énumérées à l'article L. 432-1-1 du Ceseda : trafic de stupéfiants; réduction en esclavage et exploitation de personnes réduites en esclavage ; traite des êtres humains ; proxénétisme ; recours à la prostitution; exploitation de la mendicité ; soumission à des conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité de la personne, travail forcé, réduction en servitude; vol dans les transports en commun ; demande de fonds sous contrainte; non justification de ressources (lutte contre l'économie souterraine) dans l'hypothèse où le délit a été commis dans des circonstances aggravantes (C. pén., art. 321-6-1).
- il a commis des faits qui l'exposent à l'une des condamnations prévues au livre II du code pénal (crimes et délits contre les personnes) sur le titulaire d'un mandat électif public ou sur toute personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public mentionnée aux 4° et 4° bis de l'article 222-12 ou à l'article 222-14-5 du code pénal (magistrat, juré, avocat, personne exerçant une activité privée de sécurité, militaire de la gendarmerie nationale, etc.), dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur.

Parallèlement au durcissement des sanctions à l'encontre des « marchands de sommeil », la loi prévoit que l'étranger qui dépose plainte contre une personne qu'il accuse d'avoir commis à son encontre des faits constitutifs de l'infraction de soumission à des conditions d'hébergement incompatibles avec la dignité humaine, se voit délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » d'une durée d'un an.

La condition de visa de long séjour n'est pas opposable et la carte est renouvelée pendant toute la durée de la procédure pénale, sous réserve que les conditions prévues pour sa délivrance continuent d'être satisfaites (C. étrangers, art. L. 425-11, créé par L. art. 55).

Il n'existe plus de protection contre l'expulsion lorsque menace à l'ordre public

■ Article L631-3 du CESEDA :

« Ne peut faire l'objet d'une décision d'expulsion qu'en cas de comportements de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de l'Etat, dont la violation délibérée et d'une particulière gravité des principes de la République énoncés à l'article L. 412-7, ou liés à des activités à caractère terroriste, ou constituant des actes de provocation explicite et délibérée à la discrimination, à la haine ou à la violence contre une personne déterminée ou un groupe de personnes :

1° L'étranger qui justifie par tous moyens résider habituellement en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de treize ans ;

2° L'étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de vingt ans ;

3° L'étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de dix ans et qui est marié depuis au moins quatre ans soit avec un ressortissant français ayant conservé la nationalité française, soit avec un ressortissant étranger relevant du 1°, à condition que la communauté de vie n'ait pas cessée depuis le mariage ;

4° L'étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de dix ans et qui est père ou mère d'un enfant français mineur résidant en France, à condition qu'il établisse contribuer effectivement à l'entretien et à l'éducation de l'enfant dans les conditions prévues par l'article 371-2 du code civil depuis la naissance de celui-ci ou depuis au moins un an ;

5° L'étranger résidant habituellement en France si son état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait avoir pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité et si, eu égard à l'offre de soins et aux caractéristiques du système de santé du pays de renvoi, il ne pourrait pas y bénéficier d'un traitement approprié.

Par dérogation au présent article, l'étranger mentionné aux 1° à 5° peut faire l'objet d'une décision d'expulsion s'il vit en France en état de polygamie.

Par dérogation au présent article, l'étranger mentionné aux 1° à 5° peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application des articles L. 631-1 ou L. 631-2 lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion ont été commis à l'encontre de son conjoint, d'un ascendant ou de ses enfants ou de tout enfant sur lequel il exerce l'autorité parentale.

Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article lorsqu'il a déjà fait l'objet d'une condamnation définitive pour des crimes ou délits punis de cinq ans ou plus d'emprisonnement ou de trois ans en réitération de crimes ou délits punis de la même peine.

Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article lorsque les faits à l'origine de la décision d'expulsion ont été commis à l'encontre du titulaire d'un mandat électif public ou de toute personne mentionnée aux 4° et 4° bis de l'article 222-12 du code pénal ainsi qu'à l'article 222-14-5 du même code, dans l'exercice ou en raison de sa fonction.

Par dérogation au présent article, peut faire l'objet d'une décision d'expulsion en application de l'article L. 631-1 l'étranger mentionné aux 1° à 5° du présent article qui est en situation irrégulière au regard du séjour, sauf si cette irrégularité résulte d'une décision de retrait de titre de séjour en application de l'article L. 432-4 ou d'un refus de renouvellement sur le fondement de l'article L. 412-5 ou du 1° de l'article L. 432-3. »

6. Droit au séjour des parents d'enfant français en Guyane et à Mayotte

La loi durcit les conditions d'octroi d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » aux parents d'enfants français en Guyane et à Mayotte.

Alors que l'article L. 423-7 du Ceseda prévoit que le demandeur doit établir qu'il contribue effectivement à l'entretien et à l'éducation de l'enfant dans les conditions prévues par l'article 371-2 du code civil depuis la naissance de l'enfant ou depuis au moins 2 ans, ce délai est porté à 3 ans en Guyane et à Mayotte.

Regroupement familial à Mayotte:

La loi durcit également, pour le seul territoire de Mayotte, les conditions du regroupement familial

D'une part, elle allonge de 18 mois à trois ans la durée de séjour régulier en France à partir de laquelle l'étranger peut demander à bénéficier du droit au regroupement familial, et exige qu'il soit détenteur d'un titre de séjour de cinq ans, contre un an auparavant.

D'autre part, elle restreint les membres de la famille pouvant rejoindre l'étranger au titre du droit au regroupement familial.

Elle limite ainsi le regroupement familial au conjoint (si ce dernier est âgé d'au moins 18 ans) et aux enfants du couple mineurs de 18 ans, alors même que le droit commun prévoit également le bénéfice du regroupement familial pour les enfants dont la filiation n'est établie qu'à l'égard d'un membre du couple.

Pour conclure

Le projet de loi initiale « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » avait pour objectif, selon la formule désormais consacrée, d'être « méchant avec les méchants et gentil avec les gentils ».

On s'interrogera sur le caractère nécessaire de cette énième loi « immigration », alors qu'aucun bilan n'a été tiré de la dernière loi qui date de 2018.

Ce texte n'a été proposé, discuté et adopté que pour satisfaire à l'injonction de certains partis politiques, largement relayée dans l'opinion publique, de mieux trier les « gentils » et les « méchants » étrangers.

Avec quels résultats pour l'administration ? Et avec quelles conséquences pour les principaux intéressés ?

Ces questions restent aujourd'hui entières malgré les nombreux décrets promulgués cet été par le gouvernement démissionnaire.